

Pas de frontières pour la classe ouvrière !

L'été dernier, Macron prétendait qu'il voulait ne plus voir « *personne dans la rue d'ici la fin de l'année* ». L'hiver arrive, avec les premières neiges. Et le gouvernement fait le contraire : au lieu de loger les sans-abris, il leur fait la chasse jusque dans les centres d'hébergement d'urgence. Par peur des contrôles policiers, les familles sans papiers n'auront d'autre choix que de dormir... dans la rue.

Une chasse aux pauvres

Une circulaire du ministre de l'Intérieur Gérard Collomb demande aux préfets de mettre en place des « *équipes mobiles* » chargées de recenser les migrants qui ont trouvé refuge dans l'hébergement d'urgence. Une manière d'opposer les SDF français et étrangers, comme s'il fallait trier les pauvres, comme s'ils n'étaient pas tous également menacés, en dormant dans la rue, de mourir de froid !

Et hors des centres, en plus du froid, les migrants doivent vivre avec les persécutions policières. À Calais, la police confisque leurs couvertures et détruit leurs abris. À Paris, elle lacère la toile de leurs tentes...

Pour ne plus voir de migrants dans la rue, Macron ne propose donc qu'une solution : les enfermer et/ou les expulser. Quant aux centres de rétention administrative où le gouvernement enferme ceux qu'il arrête, avec l'intention de les expulser ensuite, ce sont de véritables prisons pour étrangers, où s'entassent des familles entières et des mineurs.

La solidarité comme délit

Une telle situation ne peut pas laisser indifférent. A Lyon, Nantes ou Grenoble des étudiants se mobilisent pour accueillir des sans-papiers dans les locaux de leurs universités. Avec les migrants, ils réclament des régularisations et des solutions d'hébergement durables.

À la frontière italienne, ce sont les habitants qui s'organisent pour venir en aide aux migrants qui traversent les Alpes malgré l'hiver. Samedi, une manifestation était organisée à Menton, dans les Alpes-Maritimes, sur la frontière où, rien qu'en 2017, 50 000 migrants ont été arrêtés.

Et c'est à cette solidarité que le gouvernement fait aussi la chasse : non content de traquer les migrants,

il réprime ceux qui les aident, tel cet agriculteur condamné, en août dernier, à quatre mois de prison avec sursis. Pour un simple « *délit* » d'humanité.

Murs de classe

La politique migratoire de Macron n'est pas bien différente de celle, plus cyniquement revendiquée, de Trump. Tous deux mènent une politique au service des plus riches, à coup de baisses d'impôt, alors que les inégalités atteignent des records. Et pendant que Trump prétend construire un mur entre les États-Unis et le Mexique, Macron, avec ses complices européens, consolide la tombe mortelle déjà existante entre l'UE et les pays pauvres en subventionnant les gouvernements qui, de l'autre côté de la Méditerranée, font vivre l'enfer aux réfugiés. Persécutés par l'armée au Maroc, menacés de torture et réduits en esclavage en Libye, les réfugiés sont aussi concentrés dans des camps aux marges de l'Europe, comme dans les îles grecques.

On ne peut pas, paraît-il, « *accueillir toute la misère du monde* » (comme si tous les pauvres du monde rêvaient de venir en France). Le Liban, l'Ouganda, le Niger... où des millions de réfugiés s'entassent dans des conditions misérables, auraient-ils davantage de moyens que l'État français ? Certainement pas ! Mais il est plus simple d'opposer ceux qui fuient le chômage, la misère ou la guerre, aux travailleurs français, que de lutter contre la pauvreté. Et sachons que plus nous laisserions Macron et son ministre de l'Intérieur faire la chasse aux migrants, plus ils se sentiraient décomplexés pour faire la chasse aux pauvres et aux chômeurs, et s'en prendre à l'ensemble des travailleurs.

Comme quoi, ceux et celles qui traversent la Méditerranée ou les Alpes enneigées sont nos camarades dans un même combat à mener.

Indépendance de la presse : le challenge

Pour Noël, Carlos Ghosn vient de s'offrir un cadeau à 5 millions d'euros en achetant 40 % du groupe de presse Perdriel, propriétaire notamment du magazine Challenge. Cet achat serait motivé par le besoin de trouver des contenus pour occuper les futurs occupants des véhicules autonomes : Renault fournira la voiture et le journal qui va avec ! Challenges pourra en toute indépendance vanter les mérites de son co-proprétaire et de son empire industriel. Le lendemain de ce rachat, Challenges faisait déjà sa Une sur un prototype Renault sous le titre « La voiture : tout change ! ». La presse autonome n'est pas pour demain.

Père Fouettard

Face à la saturation des parkings du Technocentre, la direction a fini par prendre des mesures : elle a fait installer des barrières pour interdire de se garer sur les pelouses, menace d'envoyer à la fourrière les véhicules « ventouses », et a même commandé des sabots supplémentaires ! Pour avoir des places en plus, il faudra faire sa lettre au père Noël et attendre la rénovation du TCR.

Prestaphobie

Face au manque de place de stationnement, la direction a son coupable : ce serait la faute aux milliers de prestataires qui viennent quotidiennement travailler à Guyancourt. Evidemment, elle se garde bien de remercier tous ces indésirables qui lui permettent de tenir à flot les projets en cours étant donné la charge de travail et le sous-effectif, et dont la plupart n'ont même pas de bureau pour travailler. Et si les prestataires n'étaient pas prêts à se taire ?

Retour vers le présent

A la gare de Versailles Chantiers, il n'est pas rare de devoir attendre debout dans le froid le passage de 3 ou 4 bus successifs pour le Technocentre avant de pouvoir monter et trouver une place, le plus souvent debout et entassé les uns sur les autres. Des conditions de transports qui poussent des collègues à prendre leur voiture, ce qui aggrave encore la saturation des parkings. Des bons vieux bus, même pas autonomes, ni connectés ou électriques, ce n'est pourtant pas compliqué d'en ajouter !

La faim justifie les moyens

L'insuffisance des infrastructures ne touche pas que les parkings ou les bureaux. Dans les cantines, les files s'allongent et les places disponibles deviennent difficiles à trouver. Toujours selon la direction, la faute en reviendrait aux salariés qui viennent tous manger à la même heure, ou à ceux qui apportent leur gamelle et encombreraient le self. Des salariés qui mangent le midi, y a pas idée !

ACE toux : c'est la saison

ACE2 (prononcez « essetou »), c'est formidable ! Ce nouvel environnement de travail intègre les derniers produits Microsoft : Office265, Yammer, le Cloud... Sauf qu'il n'est pas compatible avec de nombreuses applications métiers. La direction promet que tout sera réglé mi-2018. Des mois de galère pour ceux qui ont déjà migré et pour les équipes Support. Quant aux autres, il est urgent d'attendre.

Talon d'Agile

Lors de la convention de la Direction Informatique Renault (DI-R), les directeurs ont annoncé comme objectif de réaliser 100 % des projets de la DI-R avec la méthode Agile en 2018, au lieu de 70 % en 2017. La direction de l'Ingénierie ne jure plus que par Agile également. Boucles courtes, déploiement plus rapides avec ensuite des mises à jour (release) successives... Et ce sont les utilisateurs qui essuient les plâtres, comme pour NewPDM. Un peu de souplesse dans l'Agile serait le bienvenu.

Un intéressement pas désintéressé

Tous les salariés Renault ont reçu un courrier à leur domicile leur demandant de choisir avant le 8 janvier s'ils voulaient percevoir la prime d'intéressement établissement... qui sera connue en février. Une absence de réponse équivaut à laisser la BNP Paribas placer sa prime pendant au moins cinq ans sur des produits financiers. Comme s'il n'y avait que ça à penser pendant les fêtes.

Pas de trêve pour les profiteurs

Il n'y a pas de petits profits : la direction de Renault pour maximiser ses marges va mettre la totalité des intérimaires de Sandouville en inter contrat pendant les 10 jours de fermeture de fin d'année. A la différence des sous-traitants, les intérimaires ne sont pas payés en inter contrat. Au Technocentre, même s'il y a beaucoup moins d'intérimaires, c'est aussi le cas. De quoi passer de super fêtes de fin d'année !

One Planet Summit : l'écologie qui sert le profit

La semaine dernière, Macron s'est pavané dans une mascarade de forum écolo devant un parterre de banquiers et de multinationales. Le but de la fête ? Booster la « finance verte », c'est-à-dire convaincre les patrons qu'investir dans des secteurs « durables » peut rapporter gros.

Pas difficile d'imaginer comment les États font pour appâter les investisseurs : crédits d'impôts et autres cadeaux fiscaux, voire même produits financiers « verts » pour spéculer « durable ».

La seule solution écologique pour l'avenir, ce n'est pas de verdir les bénéficiaires, mais d'en finir avec la logique de profit du capitalisme.